



MINISTÈRE DES ARMÉES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-6 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
COMMUN AUX TROIS LOTS**

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur de l'infrastructure de la défense de Papeete

Conducteur d'opération

Division Projet
de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete

Objet du marché

Ile de Tahiti – Commune de Pirae – Site Taaone Ouest
Travaux avant cession dans le cadre du Contrat de Redynamisation des Sites de Défense (CRSD)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	3
1-1. Objet du marché	3
1-2. Décomposition du marché	3
1-3. Désignation des sous-traitants en cours de marché	3
1-4. Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité	3
1-5. Maîtrise d'œuvre	3
1-6. Conduite d'opération	4
1-7. Contrôle technique	4
1-8. Coordination SPS	4
1-9. Autres intervenants	4
1-10. Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com et documents à produire	4
1-11. Clause d'insertion par l'activité économique	5
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3. PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	7
3-1. Nature des prix	7
3-2. Contenu des prix	7
3-3. Variation dans les prix	8
3-4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants	9
3-5. Paiement et règlement des comptes.	10
ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	11
4-1. Délai(s) d'exécution du marché	11
4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution	11
4-3. Pénalités	11
4-5. Retenues provisoires	13
4-6. Cumul et plafonnement	14
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
5-1. Avance	14
5-2. Retenue de garantie	15
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
6-1. Provenance des matériaux et produits	15
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	15
ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES	15
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	16
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	16
8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	17
8-3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	17
8-4. Augmentation du montant des travaux	18
8-5. Résiliation du marché	19
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	19
9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	19
9-2. Réception	19
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	19
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	19
9-5. Documents fournis après exécution	19
9-6. Délai de garantie	20
9-7. Garanties particulières	20
9-8. Assurances	20
ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	20
ARTICLE 11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	20
ARTICLE 12. LITIGES	20
ARTICLE 13. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION	20
ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux avant cession du site Taaone Ouest situé sur la commune de Pirae.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-2. Décomposition du marché

1.2.1. Décomposition en lots

Le marché fera l'objet de 3 lots désignés ci-dessous :

Lot 1 : Refonte de l'alimentation électrique HT/BT

Lot 2 : Travaux de VRD

Lot 3 : Travaux de clôture et métallerie

1.2.2. Décomposition en tranches

Sans objet

1-3. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le modèle de déclaration de sous-traitance joint au dossier de consultation précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R.2193-3 du CCP.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement, dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP :

- le compte à créditer
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du CCP
- le comptable assignataire des paiements.

1-4. Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité

Le lieu d'exécution des travaux ne fait pas l'objet de mesures de sécurité au sens de l'article 5.3 du CCAG travaux. Le titulaire se conformera aux prescriptions des articles 5.1, 5.2 et 5.4 du CCAG travaux.

1-5. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

L'Etat - Ministère de des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Papeete
représenté par :

Le chef de la section maîtrise d'œuvre

qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les décisions du maître d'œuvre sont transmises par ordre de service.

Les ordres de service sont adressés en deux exemplaires au titulaire ; celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

1-6. Conduite d'opération

Les conduite d'opération est assurée par :

L'Etat - Ministère de des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Papeete représenté par :

Le chef de la section conduite d'opération

1-7. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique .

Le nom du titulaire du marché de contrôle technique sera communiqué ultérieurement.

1-8. Coordination SPS

Pour l'exécution du présent marché, la personne publique est assistée d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dont la mission, **de catégorie 2**, couvrira notamment la phase de réalisation des travaux. Les coordonnées du titulaire de la mission seront transmises ultérieurement.

Le Plan général de coordination SPS (PGCSPS) sera transmis ultérieurement.

1-9. Autres intervenants

Sans objet.

1-10. Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com et documents à produire

1-10.1 Présentation du dispositif e-Attestations

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

1-10.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au

regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être transmises par courrier ou déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France ou à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières transmettent par courrier ou déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 8-5 (Résiliation du marché) du présent CCAP.

1-11. Clause d'insertion par l'activité économique

A – Définition

L'exécution du marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique.

Le nombre d'heures dédiées à l'insertion est fixé dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Si le titulaire souhaite confier à un sous-traitant une partie des heures d'insertion sur lesquelles il s'engage, il devra en informer le représentant du pouvoir adjudicateur et avoir reçu son accord. Cette disposition (nombre d'heures confiées au sous-traitant) devra être indiquée dans le formulaire DC4, lors de la présentation du sous-traitant à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, il est précisé que les emplois correspondant aux heures d'insertion prévues au présent marché, ne pourront pas faire l'objet d'aides financières de la Polynésie Française.

B – Public éligible au dispositif

- personnes sans emploi résidant sur la commune de PIRAE.
- demandeurs d'emploi de longue durée inscrits au SEFI

C – Modalités de mise en oeuvre

Concernant le recrutement du personnel, deux possibilités sont proposées au titulaire, sachant qu'il peut recourir à l'une ou l'autre, ou au deux si nécessaire.

- *1^{ère} possibilité* : l'embauche directe en CDD ou en CDI

Dans ce cas, le titulaire fournira au maître d'ouvrage au plus tard un mois après la conclusion du contrat de travail, une copie de la déclaration préalable à l'embauche et du contrat de travail ou figure en particulier le n° DN (identification) de chaque employé.

- *2^{ème} possibilité* : le recours à l'intérim par le biais d'une Entreprise de Travail Temporaire

Dans ce cas, le titulaire pourra faire appel uniquement à des structures spécialisées dans l'intérim et devra fournir au maître d'ouvrage le nom de la structure choisie.

D – Dispositifs d'accompagnement

Afin de faciliter la mise en oeuvre de la clause d'insertion, un dispositif d'accompagnement sera mis en place. Les coordonnées des personnes à contacter seront communiquées ultérieurement dans le cadre de la mise au point du marché.

E – Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé en vertu des spécifications de l'acte d'engagement, suivant les modalités qui seront définies par la maîtrise d'ouvrage et auxquelles le titulaire devra se conformer (fourniture mensuelle des contrats de travail, d'attestations, etc...).

En cas de non-respect de ses obligations d'engagement, ou en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira des pénalités dans les conditions mentionnées à l'article 4-4 .4 du présent document.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché est soumis aux dispositions des documents contractuels énumérés ci-après dans la mesure où elles ne sont pas contraires à la législation en vigueur en Polynésie Française au premier jour du mois d'établissement des prix du marché (mois zéro), tel que ce mois est défini à l'article 3-3.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.

A - Pièces particulières :

- l'acte d'engagement propre à chaque lot et ses annexes éventuelles (demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché, mise au point éventuelle...),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux trois lots
- le cahier des clauses techniques particulières des dispositions générales communes aux trois lots (CCTP/DGC) et ses 5 annexes
- le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot
- l'état des prix forfaitaires (EPF) propre à chaque lot
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché

L'exemplaire original de l'ensemble de ces documents est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles du CCTP.

B - Pièces générales :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S.-D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/TVX.) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 et son modificatif sauf dérogations mentionnées dans le présent document.
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprise extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organismes du ministère de la défense.

C – Pièces à délivrer au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché.

ARTICLE 3. PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Nature des prix

Chaque lot sera rémunéré par application d'un prix global et forfaitaire dont le montant est donné dans l'acte d'engagement.

3-2. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis, sans préjudice de l'article 10.1 du CCAG en tenant compte :

- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés;
- des contraintes liées à la sécurité en application de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprise extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organismes du ministère de la défense.
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des Armées ;
- du déroulement d'autres chantiers, dans l'enceinte desquels l'entrepreneur devra intervenir, selon les modalités qui seront arrêtées par le représentant du maître d'œuvre et en concertation avec les titulaires des marchés correspondants ;
- le cas échéant, des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé, et particulièrement au PGCSPPS.
- de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définis aux CCTP, et notamment les frais liés :
 - ✓ à l'encadrement ;
 - ✓ aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc.... ;
 - ✓ à l'assistance au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre par le titulaire du présent marché au cours des instructions des dossiers transmis pour autorisations ou avis aux autorités administratives,
 - ✓ à la reprise aux frais du titulaire des études et des travaux résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs,

- ✓ aux essais et qualifications ;
- ✓ à toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liés à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
- ✓ au déplacement du personnel ;
- ✓ à l'organisation du chantier, la préparation, l'ordonnancement, la planification et le suivi des prestations ;
- ✓ aux dispositions nécessaires liées à la prévention relative à l'épidémie COVID 19 ;
- ✓ aux moyens techniques et matières consommables nécessaires pour réaliser les prestations ;
- ✓ aux matières, matériels et produits divers mis en œuvre pour réaliser les prestations, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
- ✓ aux dépenses liées à la desserte du chantier et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
- ✓ aux outillages y compris outillages spéciaux, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
- ✓ à la protection des installations non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées lors de la livraison, du déchargement et des qualifications des équipements ;
- ✓ à toute remise en état d'installation dégradée lors de la réalisation des prestations et, en particulier, consécutive à l'absence ou à l'inefficacité des protections mises en place par le fournisseur lors de la livraison ;
- ✓ à l'enlèvement et la destruction des déchets, liquides et solides, dont la production est liée à l'activité du contrat ;
- ✓ au conditionnement, à l'emballage, aux moyens de manutention et à la manutention ;
- ✓ à l'assurance ;
- ✓ au stockage ;
- ✓ aux garanties ;
- ✓ au maintien en état de propreté des zones de livraison jusqu'à la réception du marché,
- ✓ aux coûts de transmission des documents d'études, au format papier, au maître d'œuvre, au contrôleur technique, au conducteur d'opération et aux éventuels AMO,

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1 Forme des prix

Les prix sont :

- fermes mais actualisables suivant les modalités fixées au 3.3.3 et au 3.3.4

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le candidat a fixé son prix dans l'offre (date de signature de l'acte d'engagement).

Ce mois est appelé « mois zéro ».

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet des marchés est l'index national :

LOT 1	TGC 08.2	Travaux électrification souterrains
LOT 2	TGC 05.0	Routes et aéroports, voiries et réseaux divers.
LOT 3	TPG 01.0	Index général travaux publics Polynésie française

Les index (BT, TP) sont ceux publiés par l'institut de la statistique de Polynésie Française (I.S.P.F.).

3-3.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du lot concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I_0$$

dans laquelle *I*₀ et *I* (*d* - 3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (*d* - 3) par l'index de référence *I* du marché concerné sous réserve que le mois du début d'exécution des prestations du marché ou de la tranche considérée soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

3-3.5. Régime de variation des indemnités, pénalités, primes et retenues

Par dérogation aux articles 11.5 et 20.1.4 du CCAG, les éventuelles pénalités, indemnités d'attente et indemnités de dédit ne sont ni actualisées ni révisées.

3-4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

3-4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur, ses co-traitants éventuels et leurs sous-traitants éventuels.

3-4.2 Paiement du titulaire et des co-traitants en cas de groupement économique

Dans le cas d'un groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

3-4.3 Paiement des sous-traitants

Conformément aux articles L.2193-10 et R.2193-10 du code la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire dont le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 10% du montant du marché sont payés directement par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles L.2193-11 à L.2193-13 et R.2193-11 à R.2193-16 et selon les modalités ci-dessous.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que la taxe qui est incluse dans cette somme.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la taxe.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Toutes les attestations de paiement de l'ensemble des sous-traitants agréés devront être jointes à la situation du titulaire sous peine de refus de l'ensemble.

Sous-traitants ne pouvant bénéficier du paiement direct

Les sous-traitants directs dont le montant du contrat de sous-traitance est inférieur à 10% du montant du marché et les sous-traitants de sous-traitants directs sont payés par leurs co-contractants.

Le titulaire ou le sous-traitant direct joindra à la déclaration de sous-traitance une copie de la caution personnelle et solidaire (pas de délégation de paiement) qu'il est tenu de délivrer à son sous-traitant en application de l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

3-5. Paiement et règlement des comptes.

3-5.1 Modalités de règlement des comptes

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 13 du CCAG.

Transmission des états d'acompte mensuels

Les projets de décompte sont remis par le titulaire mensuellement via le portail CHORUS-PRO (modalités de dépôt au point 3.5.5) conformément aux modèles qui seront remis lors de la première réunion de chantier.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant à régler au titulaire, élabore l'état d'acompte mensuel qu'il transmet au maître d'ouvrage pour mise en paiement via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG/TVX, le titulaire recevant l'information de cette transmission également via CHORUS-PRO, l'état d'acompte ne fera pas l'objet d'une notification par ordre de service.

Transmission de la demande de paiement finale et décompte général et définitif

La demande de paiement finale est transmise par le titulaire via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 13.4.1 du CCAG, le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général qu'il adresse au titulaire via CHORUS-PRO dans les délais prévus à l'article 13.4.2 du CCAG/TVX.

Le titulaire dispose alors de 30 jours pour retourner au maître d'ouvrage via CHORUS-PRO le décompte général revêtu de sa signature.

Le délai global de paiement des acomptes et du solde est fixé à trente (30) jours.

3-5.2 Application de la T.V.A

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur

3-5.3. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnement.

3-5.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à partir du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Les intérêts moratoires sont déterminés hors taxes.

Le taux des intérêts moratoires applicable au présent marché est calculé selon la réglementation en vigueur.

3-5.5 Dématérialisation des projets de décompte

Dans le cadre de la modernisation de l'économie, du pacte de compétitivité pour les entreprises et dans un souci d'améliorer le délai de paiement, la DID de Papeete, en tant qu'entité du ministère des armées, a l'obligation de réceptionner ses factures par voie dématérialisée.

A compter du 1^{er} janvier 2020, quelque soit la qualification (au sens du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008) de l'entreprise, le titulaire doit désormais déposer ses projets de décompte de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il peut également en cas de besoin contacter la chef de la Section Comptabilité Métier de la DID.

Mail : heitea.teriierooiterai@intradef.gouv.fr

Téléphone : 40 46 30 17 / 87 76 06 37

ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4-1. Délai(s) d'exécution du marché

Le délai d'exécution des marchés correspondant à chaque lot est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, il n'y a pas de montant plancher de pénalités.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

LOT 1

Retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, le montant des pénalités par jour calendaire de retard constaté est de **15 000 XPF**.

Les pénalités sont encourues, sans mise en demeure, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à une réunion (réunion/visite de chantier, réunion d'étude, réunion de coordination, etc...) : une pénalité de **10 000 XPF** par réunion sera appliquée.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG travaux, cette pénalité sera appliquée sans aucune mise en demeure, mais sur simple constatation de l'absence ou retard supérieur à 20 minutes à une réunion de chantier.

Fourniture de documents

En cas de non fourniture de documents (pendant la période de préparation, pendant les travaux et après réception des travaux), une pénalité journalière de **10 000 XPF** par document.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG travaux, cette pénalité sera appliquée sans aucune mise en demeure mais sur simple constatation de l'absence de remise des dits documents.

Règles d'hygiène et de sécurité

Les mesures d'hygiène et de sécurité jugées nécessaires par le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS devront être mises en application immédiatement ou selon un délai maximal précisé. En cas de manquement, de non prise en compte d'un 1^{er} rappel ou de récidive, une pénalité journalière de **25 000 XPF** sera appliquée à compter de la date mentionnée sur l'ordre de service la prescrivant.

Nettoyage du chantier

En cas de manquement aux règles de nettoyage du chantier, le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du maître d'œuvre dans le délai imparti, sera sanctionné par une pénalité journalière de **20 000 XPF** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant ces injonctions.

LOT 2

Retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, le montant des pénalités par jour calendaire de retard constaté est de **20 000 XPF**.

Les pénalités sont encourues, sans mise en demeure, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à une réunion (réunion/visite de chantier, réunion d'étude, réunion de coordination, etc...) : une pénalité de **10 000 XPF** par réunion sera appliquée.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG travaux, cette pénalité sera appliquée sans aucune mise en demeure, mais sur simple constatation de l'absence ou retard supérieur à 20 minutes à une réunion de chantier.

Fourniture de documents

En cas de non fourniture de documents (pendant la période de préparation, pendant les travaux et après réception des travaux), une pénalité journalière de **10 000 XPF** par document.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG travaux, cette pénalité sera appliquée sans aucune mise en demeure mais sur simple constatation de l'absence de remise des dits documents.

Règles d'hygiène et de sécurité

Les mesures d'hygiène et de sécurité jugées nécessaires par le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS devront être mises en application immédiatement ou selon un délai maximal

précisé. En cas de manquement, de non prise en compte d'un 1^{er} rappel ou de récidive, une pénalité journalière de **25 000 XPF** sera appliquée à compter de la date mentionnée sur l'ordre de service la prescrivant.

Nettoyage du chantier

En cas de manquement aux règles de nettoyage du chantier, le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du maître d'œuvre dans le délai imparti, sera sanctionné par une pénalité journalière de **20 000 XPF** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant ces injonctions.

LOT 3

Retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, le montant des pénalités par jour calendaire de retard constaté est de **15 000 XPF**.

Les pénalités sont encourues, sans mise en demeure, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à une réunion (réunion/visite de chantier, réunion d'étude, réunion de coordination, etc...) : une pénalité de **10 000 XPF** par réunion sera appliquée.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG travaux, cette pénalité sera appliquée sans aucune mise en demeure, mais sur simple constatation de l'absence ou retard supérieur à 20 minutes à une réunion de chantier.

Fourniture de documents

En cas de non fourniture de documents (pendant la période de préparation, pendant les travaux et après réception des travaux), une pénalité journalière de **10 000 XPF** par document.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG travaux, cette pénalité sera appliquée sans aucune mise en demeure mais sur simple constatation de l'absence de remise des dits documents.

Règles d'hygiène et de sécurité

Les mesures d'hygiène et de sécurité jugées nécessaires par le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS devront être mises en application immédiatement ou selon un délai maximal précisé. En cas de manquement, de non prise en compte d'un 1^{er} rappel ou de récidive, une pénalité journalière de **25 000 XPF** sera appliquée à compter de la date mentionnée sur l'ordre de service la prescrivant.

Nettoyage du chantier

En cas de manquement aux règles de nettoyage du chantier, le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du maître d'œuvre dans le délai imparti, sera sanctionné par une pénalité journalière de **20 000 XPF** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant ces injonctions.

4-5. Retenues provisoires

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux, les documents d'ouvrages exécutés définis à l'article « DOCUMENTS A FOURNIR » situé en dernière partie du CCTP sont à remettre par leur titulaire au plus tard à la réception des travaux.

A défaut de remise de ces documents dans ce délai, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée dans les conditions précisées à l'article 20.5 du CCAG/Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue provisoire est fixé comme suit :

LOT 1 : 400 000 XPF /DOE

LOT 2 : 600 000 XPF /DOE

LOT 3 : 300 000 XPF / DOE

Nota : Un DOE incomplet sera considéré comme DOE non rendu.

Cette retenue sera reversée après la remise des DOE et après vérification, si cette dernière est effectuée au plus tard 1 mois après la date de réception. Au-delà des 1 mois, cette retenue sera transformée en pénalité et additionnée aux pénalités encourues pour non fourniture de documents.

4-6. Cumul et plafonnement

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables

Toutefois, par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, le montant global des pénalités dues par le titulaire au titre du présent marché ne pourra excéder **15%** du montant HT du marché.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance de 20% est versée au titulaire si le montant du marché est supérieur à 5 966 587 XPF HT (50 000 € HT) et si le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, sauf refus de sa part formulé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

5-1.1 - Modalités de calcul et de remboursement de l'avance

Si le délai maximal N d'exécution du marché exprimé en mois est inférieur ou égal à 12 mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 20 % du montant du marché initial TTC.

Si le délai N est supérieur à 12 mois, le montant de l'avance est égal au produit de ces 20 % par 12/N, N étant exprimé en mois.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial TTC du marché et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

5-1.2 – Paiement de l'avance

Conformément à l'article R.2192-4 du code de la commande publique, le paiement de l'avance intervient sans formalités, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service qui prescrira le démarrage de la période de préparation.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

5-1.3 – Versement de l'avance aux sous-traitants

Conformément aux articles R.2193-19 et R.2193-20 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance (cf article 5-1 ci-dessus), les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent, sur leur demande,

prétendre au versement d'une avance de 20% calculée sur le montant des prestations sous-traitées.

Conformément à l'article R.2193-21 du code de la commande publique, dans le cas où le titulaire sous-traite une partie du marché en cours d'exécution, celui-ci devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

5-2. Retenue de garantie

Sans objet

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

En outre, il est fait interdiction au titulaire, à ses co-traitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier. Il précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire du bâtiment et des travaux publics de Polynésie Française.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par le titulaire et soumis à l'acceptation du maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

Dans les conditions et avec le degré de précision indiqué au CCTP.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par le titulaire et contradictoirement avec le maître d'œuvre.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation tel que mentionné à l'article 3 de l'acte d'engagement Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG TVX, sa durée sera de trois (3) mois.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- a) par les soins du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre
 - délivrance des autorisations d'accès comme défini au 1.4 ci-dessus,
 - mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées à l'article 8.3.1 ci-après,
 - désignation de lieux de dépôt provisoires des matériels et matériaux comme défini à l'article 8.3.1 ci-après
- b) par les soins du titulaire
 - établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires au démarrage des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et dans le respect des délais, en tenant compte des durées d'approvisionnement ;
 - établissement du planning détaillé de réalisation des travaux ;
 - établissement des documents relatifs aux installations de chantier et ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du CCAG ;
 - établissement d'un plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG à remettre au maître d'œuvre dans l'objectif d'une visite commune avec le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque co-traitant et sous-traitant éventuel ;
 - remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine, adressée à l'inspection du travail compétente ;

Contrôle général des armées

Inspection du travail dans les armées

60 rue du général Martial Valin

CS 21 623

75009 PARIS Cedex 15

Mail : cga.ita.fct@intradef.gouv.fr

Téléphones : 00 33 9 88 68 21 93 ou 00 33 9 88 68 22 10

- . établissement de la déclaration d'intervention de commencement des travaux (DICT) et expédition vingt jours au moins (jours fériés non compris) avant la date de début des travaux aux organismes concernés,
- . remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des projets de décompte mensuels,
- . établissement et présentation, si le maître d'œuvre en fait la demande, en prix élémentaires, de la décomposition détaillée du prix global forfaitaire, dans les conditions de l'article 10.3.2 du CCAG (cette décomposition ne devra pas modifier les montants partiels figurant à l'état des prix forfaitaires fourni avec l'acte d'engagement),
- . les autres documents prévus au CCTP seront fournis dans des délais compatibles du calendrier détaillé d'exécution et/ou conformément aux délais mentionnés au CCTP,
- . fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 9.8 ci-après,

Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'y aura pas de registre de chantier.

Consignes particulières

Les horaires de travail du titulaire et de ses sous-traitants devront s'inscrire dans les mêmes plage horaires que celles de l'établissement, qui sont les suivantes :

- les lundi, mardi et jeudi : de 6h30 à 16h10.
- les mercredi et vendredi de 6h30 à 12h30
- S'il souhaite travailler en dehors des heures ci-dessus le titulaire devra en faire la demande avec un préavis de 3 jours ouvrés.

8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à l'article 29.1.4 du CCAG Travaux, tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en un exemplaire, et un exemplaire sous format informatique.

Conformément au 3ème alinéa de l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à 15 jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit fournir, **dans un délai de 5 jours**, l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter. Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre sur les documents corrigés ou complétés est fixé à 15 jours à compter de la réception de ces dits documents

8-3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-3.1. Facilités données par le maître d'ouvrage

L'installation des chantiers des entreprises bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- emplacements zones techniques
- consommations électriques et eaux sont à la charge du maître d'ouvrage

Ces emplacements et les points de raccordement aux réseaux sont déterminés par le maître d'œuvre.

En dehors de ces facilités, la charge de réalisation des installations communes de chantier et de leur maintenance sont définis au CCTP.

Reste à la charge de l'ensemble des entrepreneurs les frais de réparation et de remplacement des ouvrages, installations, fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas où une imputation à une entreprise particulière paraît impossible à déterminer et que les conditions de protection ont été correctement mise en place.

8-3.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et protection de la santé.

8-3.3. Mesures de sécurité contre l'incendie

Le titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- l'installation obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- la désignation obligatoire sur le chantier, d'un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

8-3.4. Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de préalerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier :

- arrimage des installations de chantier et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- sécurisation des zones de chantier...

8-4. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation aux articles 15.4.2, 15.4.3 et 15.4.4 du CCAG, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

A défaut d'une telle décision, les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la

même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles du dépassement initial. Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des articles 15 et 16 du CCAG.

8-5. Résiliation du marché

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 48 du CCAG/Travaux, le marché peut être résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre au paiement d'une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a été contrevenu aux interdictions et obligations résultant des articles Lp 451-1 à Lp 451-3 et Lp 461-1 à Lp 461-7 du Code du travail de Polynésie Française.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un marché avec un autre entrepreneur.

Par exception aux dispositions de l'article 13.4.2 CCAG, le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 46.4 du CCAG.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP sont assurés sur le chantier par le maître d'œuvre contradictoirement avec le titulaire.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

9-2. Réception

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9-5. Documents fournis après exécution

La remise des documents à fournir après exécution des travaux conformément à l'article 40 du CCAG est définie à l'article 2.3.3 du DG.

En cas de retard dans la remise de ces documents, il sera fait application de l'article 4-4 du présent CCAP.

9-6. Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9-7. Garanties particulières

Sans objet

9-8. Assurances

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les entrepreneurs intervenants doivent justifier qu'ils ont contracté (en fournissant une copie du contrat) :

une assurance permettant de garantir leur responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'art. 9.1 du CCAG.

ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays.

ARTICLE 11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (article 7 du CCAG). Le non respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12. LITIGES

Toute contestation survenant entre l'administration et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision du représentant du pouvoir adjudicateur du marché.

En dernier ressort, le tribunal administratif de la Polynésie française est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire

ARTICLE 13. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

Pour application des articles R ;2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique, toute modification apportée au marché sera entérinée par un avenant.

ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sont apportées aux articles suivants du CCAG-Travaux :

- dérogation aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG par l'article 2 du CCAP,
- dérogation aux articles 11.5 et 20.1.4 du CCAG par l'article 3-3.5 du CCAP,
- dérogation aux articles 13.2.2 et 13.4.1 du CCAG par l'article 3-5.1 du CCAP,
- dérogation à l'article 11.3 du CCAG par l'article 3-5.3 du CCAP,
- dérogation à l'article 28.1 du CCAG par l'article 8.1 du CCAP,
- dérogation aux articles 20.1, 20.4 et 48.1 du CCAG par l'article 4-3 du CCAP,
- dérogation à l'article 40 du CCAG par l'article 4-5 du CCAP,
- dérogation aux articles 15.4.2, 15.4.3 et 15.4.4 du CCAG par l'article 8-4 du CCAP.

A Arue, le 8 juillet 2020

Le représentant du pouvoir adjudicateur

IC2 Sébastien FOURNIER-BIDOZ
Directeur de la direction d'infrastructure
de la défense de Papeete
"par suppléance"

L'entrepreneur ou le mandataire (en cas
de co-traitance

Reconnaît avoir pris connaissance des
dispositions figurant dans le présent
document

(Date, cachet, nom, signature)

